



Le secteur porcin européen s'est vu imposer des droits de douane vers la Chine de 9,8% pour les cinq prochaines années. ©Unsplash

Entre les conflits géopolitiques et les crises sanitaires, les industriels bretons doivent jongler avec des débouchés hors de l'Union européenne pour le moins mouvants.

Les industriels bretons ballottés sur le grand export

Malgré une stabilité des abattages bretons en 2025 et au début de 2026, ces derniers mois ont été très agités sur le front du commerce, tout particulièrement vers les pays hors Union européenne. Pris en otage dans le conflit commercial qui oppose l'Union européenne à la Chine, le secteur porcin européen s'est vu imposer des droits de douane très élevés à partir du 10 septembre 2025 avant que ceux-ci ne soient ramenés à des niveaux plus raisonnables en décembre. Finalement, les entreprises françaises ont obtenu un taux de 9,8 % pour ces cinq prochaines années. Cela

constituera donc un manque à gagner pour la filière française, mais ce n'est pas une taxe rédhibitoire. Les chiffres des douanes montrent les conséquences de ces taxes : les exportations françaises de viandes fraîches

et congelées de porc vers la Chine ont chuté de 30 % en 2025 par rapport à 2024. Les chiffres trimestriels bretons confirment ce constat : les envois de viande de boucherie (essentiellement de la viande porcine) ont chuté de 35 %

au troisième trimestre 2025 par rapport au troisième trimestre 2024. Les échanges avec le géant asiatique sont bien inférieurs à ceux de 2021.

LA CHINE N'EST PLUS L'ELDORADO D'HIER

Taxe ou pas taxe, la tendance est clairement à la baisse en raison d'une consommation interne chinoise morose, d'une concurrence accrue de la part de pays comme le Brésil et d'une production domestique fournie. Alors que la Chine était le premier client de la France en 2021 avec 128 000 tonnes achetées, l'empire du Milieu est tombé à la troisième place du classement avec 32 000 tonnes, un chiffre divisé par quatre ! Avec une

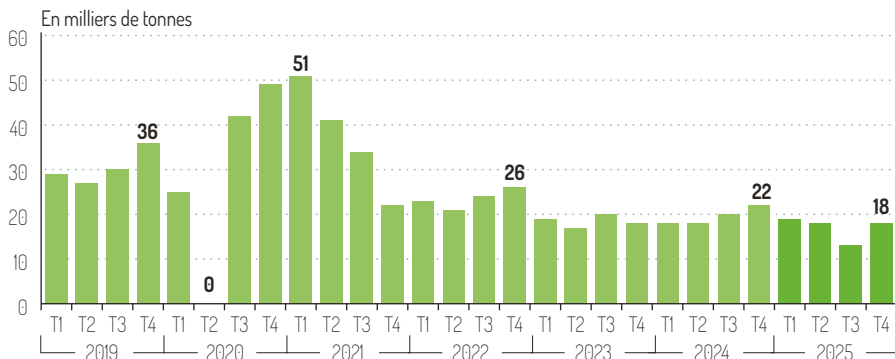
● Les envois de viande de boucherie vers la Chine **ont chuté de 35 %** au 3^e trimestre 2025

LES ABATTAGES BRETONS STABLES EN 2025

Malgré une détérioration de la conjoncture du marché du porc depuis l'été 2025, une relative stabilité semble prévaloir dans la filière. En témoignent les abattages bretons quasiment inchangés en 2025 par rapport à 2024. Ils s'établissent à 13,3 millions de porcins, soit 1 274 milliers de tonnes. Malgré le rebond de 2024, les volumes régionaux demeurent toutefois inférieurs de 2,8 % à ceux de 2021. Les abattages de début d'année 2026 confirment ce statu quo en restant au même niveau que l'an passé.

Des exportations bretonnes de viande de boucherie vers la Chine en déclin

Exportations bretonnes de viandes de boucherie vers la Chine



Source : chambre d'agriculture de Bretagne d'après douanes

raient cependant profiter des déboires de notre voisin ibérique pour combler le manque.

EXPORTS DOUBLÉS VERS LES PHILIPPINES

Cooperl prévoit ainsi de doubler ses envois vers les Philippines en 2026, qui passeraient de 10 000 tonnes à 20 000 tonnes. Ces dernières années montrent que le commerce avec les pays tiers est de plus en plus aléatoire. Un groupe comme Cooperl, qui exporte environ le tiers de sa production, est exposé à ces aléas et doit donc s'adapter en permanence au contexte du moment. **Arnaud Haye** arnaud.haye@bretagne.chambagri.fr

population qui décline désormais rapidement, ce pays ne représente plus l'Eldorado qu'il était il y a encore quelques années pour nos entreprises

agroalimentaires nationales. La découverte d'un foyer de peste porcine africaine en Espagne fin 2025 perturbe plus encore les échanges.

L'Espagne a vu certains de ses débouchés se fermer, notamment vers le Japon, le Mexique et les Philippines. Des acteurs français pour-

En Bretagne, le secteur de l'agroalimentaire porcin semble globalement entrer dans une phase de stabilisation.

Pas d'évolutions majeures chez les industriels bretons

Du côté des évolutions de l'appareil productif en Bretagne, l'annonce la plus notable provient de STB Stalaven. La filiale d'Euralis, basée à Yffiniac dans les Côtes-d'Armor et fabriquant des produits de charcuterie traiteur, prévoit la suppression de 57 postes. Le site compte actuellement 650 employés. Le groupe justifie cette décision par la baisse des volumes et la hausse de leurs charges. Toujours dans le secteur de la charcuterie, Eureden a cédé la majorité de sa filiale André Bazin au Franc-Comtois Arcado, spécialiste de la saucisse de Morteau. André Bazin est présent à Breuches-Luxeuil, en Haute-Saône. Eureden ne possède désormais plus qu'Aubret au sein de son

pôle charcuterie. Cette filiale est localisée à Vallons-de-l'Erdre, en Loire-Atlantique, et fabrique des lardons. Ces mouvements témoignent du fait que le secteur de la charcuterie est actuellement sous pression, avec des marges faibles, voire négatives, pour certaines entreprises.

LES PETITS ABATTOIRS SE RESTRUCTURENT

Les autres actualités du secteur concernent principalement les abattoirs de proximité. Deux ans après la fermeture de l'abattoir de Quintin, celui du Faou (Finistère) fait peau neuve. Les nouveaux locaux ont été inaugurés en avril. D'une capacité d'abattage de 5 100 tonnes, l'outil traitera des bovins, ovins et porcs. 250 porcs par semaine sont

Le secteur de l'agroalimentaire breton entre dans une phase de consolidation.

©A. Puybasset



attendus, offrant un service de proximité aux éleveurs. L'autre outil multispèce ayant fait l'actualité récemment est celui de Vannes, le seul de ce type encore présent dans le Morbihan. Placé en redressement judiciaire, l'abattoir a finalement été repris en avril par un collectif d'éleveurs et de bouchers-découpeurs. Là aussi, l'objectif est d'assurer aux éleveurs du département une solution d'abattage de leurs animaux, y compris porcins, pour ensuite être majoritairement commercialisés en circuits courts. Parmi les gros faiseurs bretons, aucun investissement

majeur ou de mouvement significatif n'est à reporter ces derniers mois. Après la chute des abattages de 2022 et les restructurations qui s'en sont suivies, le secteur est donc entré dans une phase de consolidation. Les investissements « de routine » portent essentiellement sur la gestion de l'eau, l'automatisation, l'amélioration du bien-être animal et l'optimisation énergétique. Un sujet qui pourrait redevenir particulièrement sensible au vu des conséquences potentielles que pourrait entraîner la guerre au Moyen-Orient. **A. H.**